

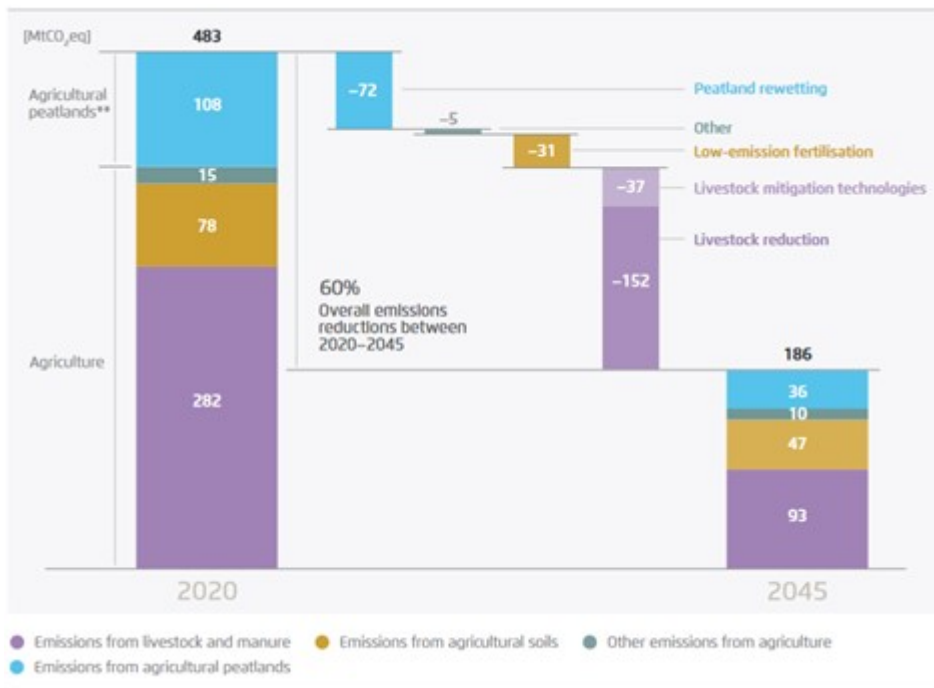
# Allemagne : un scénario prospectif de contribution de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt à la neutralité climatique

17 octobre 2024

Le *think tank* allemand Agora Agriculture a publié, en septembre 2024, [un scénario](#) envisageant une contribution significative du secteur des terres (agriculture, alimentation et forêt) à la neutralité climatique de l'Union européenne (UE), à l'horizon 2045. Les auteurs utilisent le modèle CAPRI pour simuler les évolutions des systèmes alimentaires et de l'utilisation des terres, en tenant compte des échanges internationaux et de la bioéconomie (débouchés de la biomasse).

Dans ce scénario, en 2045, les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à l'agriculture et aux tourbières agricoles seraient réduites de plus de 60 % comparées à 2020 (figure), contre seulement 2 % de réduction entre 2005 et 2020. Ces baisses d'émissions seraient possibles tout en augmentant la production de biomasse et en fournissant suffisamment de denrées alimentaires pour réduire les importations (liées à l'alimentation animale, etc.) et augmenter les exportations (principalement de produits laitiers). En parallèle, le stockage de carbone augmenterait, la bioéconomie se développerait, la biodiversité réaugmenterait et le bien-être animal s'améliorerait.

**Réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture européenne et aux tourbières agricoles, entre 2020 et 2045**



Source : Agora Agriculture

Les réductions d'émissions proviendraient principalement de trois sources : l'élevage (-67 % notamment *via* la diminution du cheptel) ; les tourbières agricoles (-67 % grâce à la réhumidification de 80 % d'entre elles) ; les sols agricoles (-39 % *via* la fertilisation bas-carbone).

Le scénario repose donc à la fois sur une utilisation plus efficace des terres et sur une végétalisation de l'alimentation (-50 % de consommation de produits d'origine animale). Selon les auteurs, une augmentation de 20 % des usages non alimentaires de la biomasse permettrait de remplacer les matières premières fossiles. En revanche, les usages énergétiques de la biomasse diminueraient de 15 % à mesure que des alternatives électriques plus efficaces du point de vue de l'utilisation des terres (solaire, éolien), se répandraient, notamment dans les transports.

Les auteurs proposent cinq priorités législatives pour la période 2024-2029 : l'introduction d'objectifs climatiques contraignants propres à l'agriculture, soutenus par un marché du carbone agricole ; la création d'une « politique agricole commune pour les biens publics », fondée sur la rémunération de services environnementaux et socio-économiques ; le développement d'un cadre législatif durable à l'échelle des systèmes alimentaires ; la création d'un « pacte rural européen » pour la transformation économique des espaces ruraux ; l'élaboration d'un plan d'action pour une utilisation plus efficace de la biomasse dans la bioéconomie.

Marie Martinez, Centre d'études et de prospective

Source : [Agora Agriculture](#)